



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota
En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito
Semaine du 6 février 2025

**ZOOM : COLOMBIE – LA BANQUE CENTRALE MAINTIENT SON TAUX DIRECTEUR
INCHARGE, A 9,5 %, DANS LE CADRE D'UNE INCERTITUDE POUSSANT LES
ANTICIPATIONS D'INFLATION A LA HAUSSE.** 2

Bolivie 3

Selon le FMI, la dette publique dépasse 80 % du PIB 3

Colombie 3

Les exportations colombiennes baissent de -0,4 % en 2024. 3

Les *remesas* atteignent 11,8 Md\$ en 2024, un nouveau record. 3

Croissance de la confiance des consommateurs en janvier 2025 3

L'État lancera le 1^{er} appel d'offres pour le développement de projets géothermiques au
S1 2025, avec une attribution prévue au second semestre. 3

Ecopetrol et le *fracking* aux États-Unis : quel avenir pour le champ du Permien ? 4

Baisses des productions pétrolière et gazière en 2024 : -0,6 % et -7,6 %. 4

Crise budgétaire : le Ministre des Finances souhaite une réforme fiscale ambitieuse. 4

Renault : 2^e concessionnaire automobile de Colombie en 2024 et 1^{er} en janvier 2025. 5

Equateur 5

L'Equateur a annoncé la conclusion des négociations d'un accord commercial avec le
Canada. 5

L'indice de risque pays poursuit sa baisse et s'établit à 978 pdb. 5

Guyana 5

Le gouvernement du Guyana doit décider s'il engage un arbitrage concernant le
différend financier l'opposant au consortium étatsunien dans le cadre du projet *Gas-to-
Energy*. 5

Pérou 5

Les banques péruviennes enregistrent des bénéfices de plus de 2,8 Md\$ en 2024. 5

José Salardi est nommé nouveau Ministre de l'Économie et des Finances 6

Suriname	6
Un nouveau programme FMI serait nécessaire après l'achèvement de celui prenant fin en mars, selon la SEOB.	6
Staatsolie lance une levée de fonds pour financer sa participation au projet <i>Granmorgu</i>	6
Venezuela	7
Inflation : une accélération malgré l'absence de chiffres officiels	7
Bons du Trésor vénézuéliens : hausse sur les marchés secondaires après une rencontre avec un envoyé de D. Trump	7
Pétrole : les exportations vénézuéliennes en hausse de 15 % en janvier	7
Commerce bilatéral : Hors pétrole, la Chine exporte pour 2,7 Md\$ au Venezuela	7
Industrie textile : production locale en crise face aux importations	7
Movistar investira 500 M\$ pour développer la 4G et la 5G.	7

Zoom : Colombie – La Banque centrale maintient son taux directeur inchangé, à 9,5 %, dans le cadre d'une incertitude poussant les anticipations d'inflation à la hausse.

Lors de la réunion du 31 janvier, le comité de politique monétaire a maintenu inchangé le taux directeur, à 9,50 %. Le comité démontre une posture particulièrement prudente, dans le cadre de risques à la hausse pour l'inflation en 2025. La décision a été prise dans un cadre divisé : sur les sept membres du comité, cinq ont voté en faveur du gel, un en faveur d'une baisse de 50 pdb et un en faveur d'une baisse de 25 pdb. La décision a été prise en raison de l'incertitude portant sur le comportement futur du taux de change du fait de la possible mise en place de droits de douane et de chocs d'offre liés, impactant les prix des biens alimentaires. La hausse du salaire minimum en 2025 et la fragilité de la situation budgétaire ont également contribué à ce gel.

Cette pause reconnaît par ailleurs le ralentissement du rythme de baisse de l'inflation ces derniers mois. L'inflation totale atteint 5,1% en décembre, et l'inflation sous-jacente (hors alimentaire, énergie et prix régulés) atteint 5,2%. Les anticipations d'inflation de court terme ont augmenté significativement : les anticipations pour décembre 2025 atteignent 4,1%, supposant une baisse de seulement 1pt% sur l'intégralité de l'année 2025. Elle était jusqu'à présent anticipée à 3,1%. **Les analystes anticipent que, dans ce contexte, la normalisation de la politique monétaire colombienne sera plus lente,** se limitant – si baisses il y a – à des baisses de 25 pdb.

Quant à la croissance, l'émetteur prévoit 2,3 % au T4 2024, permettant l'atteinte d'une croissance à 1,8 % sur l'intégralité de l'année 2024. Les chiffres préliminaires de l'institut statistique colombien devraient être publiés le 17 février prochain.

Bolivie

Selon le FMI, la dette publique dépasse 80 % du PIB

Selon le communiqué de presse marquant la fin de la mission des services du Fonds Monétaire International (FMI) au titre de leur mission Article IV, en 2024, la dette publique non-financière du pays a atteint 86,6 % du PIB. Sur ce pourcentage, **la dette externe a représenté 30 % et la dette interne 56,6 %**. Le rapport mentionne également l'actuelle pénurie de USD et d'hydrocarbures dans l'économie, éléments qui pourraient conduire à une crise de change s'ils ne sont pas contrôlés. Le document souligne que les crédits continus de la Banque Centrale de Bolivie (BCB) à l'État représentent un risque. Dans ce contexte, **le FMI recommande un ajustement budgétaire au cours des prochaines années, y compris une première dévaluation du Boliviano (BOB) pour remédier au déséquilibre externe et permettre l'accumulation de réserves internationales**. Pour sa part, le ministre de l'économie, Marcelo Montenegro, a affirmé que le rapport du FMI se base sur des données datant de 2023, de sorte que ses recommandations ne reflètent pas la réalité actuelle de l'économie bolivienne.

Colombie

Les exportations colombiennes baissent de -0,4 % en 2024.

Les exportations ont atteint 49,6 Md\$ sur l'année, manquant la cible annoncée des 50 Md\$. La baisse des exportations est notamment appuyée par la **chute de -10,6 % des exportations de combustible et des industries extractives** (23,4 Md\$, 47,2 % des exportations). Les exportations de houille, coke et briquettes (i.e., charbon) chutent également de -22,4 %. **Le secteur agricole et agroalimentaire contribue toutefois positivement, avec une hausse de +14 %, à 11,5 Md\$ (23,2 %)**, impulsé notamment par les exportations de café non-torréfié (+22 %, du fait de prix historiques et une très bonne récolte) et de banane (+34 %). Les

exportations manufacturières augmentent de 4,3 % (10,6 Md\$, 21 % du total) notamment via une hausse de 7 % des produits chimiques et de 12 % des machines et équipements de transport. Les exportations d'or ont augmenté de 20 %, à 4 Md\$. **Les États-Unis restent le principal client de la Colombie en 2024, avec 29 % des exportations.**

Les remesas atteignent 11,8 Md\$ en 2024, un nouveau record.

Les *remesas*, ou transfert de fonds des migrants colombiens vers la Colombie, **ont ainsi augmenté de 1,8 Md\$, une hausse de +17,4 % et un nouveau record historique**. Les analystes estiment que les *remesas* pourraient atteindre 13 Md\$ en 2025. Pour mémoire, elles avaient augmenté de 7,0 % en 2023 et de 9,6 % en 2022. **En 2024, elles représentent 2,8 % du PIB, vs. de l'ordre de 1,1 % du PIB il y a 10 ans**. Ces ressources représentent près de 4 % des dépenses des ménages colombiens. Pour mémoire, 45 % des résidents colombiens à l'étranger résident au États-Unis et 25 % en Espagne.

Croissance de la confiance des consommateurs en janvier 2025

En janvier 2025, la confiance des consommateurs s'est renforcée, avec une amélioration de l'Indice de Confiance Davivienda, passant de -2,1 pts en décembre à -0,1 pt. Une valeur négative indique un pessimisme majoritaire des consommateurs, une valeur positive traduit un optimisme économique. **Pour mémoire, l'indicateur atteignait -30 pts mi-2023**, et a été en presque constante amélioration depuis. En janvier, cette progression s'accompagne d'une appréciation du peso colombien face au dollar et d'une baisse du taux d'usure. **L'indicateur de perception de la situation économique atteint 3,4 pts, vs. 1,8 pts en décembre : c'est le meilleur niveau depuis début 2020 (avant la COVID-19).**

L'État lancera le 1^e appel d'offres pour le développement de projets géothermiques au S1 2025, avec une attribution prévue au second semestre.

Dans un premier temps, sept des 21 champs géothermiques identifiés par l'Agence

Nationale des Hydrocarbures (ANH) seront concernés : Paipa, Iza, Volcán Machín, Volcán Azufra, San Diego, Villamaría et Sibundoy. Cet appel d'offres portera sur un **potentiel de production estimé à 436 MWe, sur un total de 1,17 GWe identifié par l'ANH**. L'agence précise que ces sites relèvent de deux types de gisements géothermiques : ceux situés sur d'anciens champs pétroliers et ceux liés à l'activité volcanique. Par ailleurs, Ecopetrol étudie la possibilité de lancer un projet pilote dans le département du Meta, une région particulièrement active dans l'industrie pétrolière.

Ecopetrol et le fracking aux États-Unis : quel avenir pour le champ du Permien ?

Lors du Conseil des ministres retransmis en direct à la télévision, **le président G. Petro a demandé à son ministre des Mines et de l'Énergie d'entamer le processus de cession des actifs d'Ecopetrol aux États-Unis liés au fracking**. Il a jugé incohérent d'interdire cette pratique en Colombie pour des raisons environnementales tout en permettant à la compagnie pétrolière publique d'y recourir à l'étranger. Le champ concerné, situé dans le bassin du Permien et exploité en partenariat avec Occidental Petroleum Corporation (Oxy), **a produit 102 600 barils par jour en moyenne en 2024, devenant en quatre ans le principal actif pétrolier d'Ecopetrol, avec 13 % de sa production totale**. Initialement valable jusqu'en avril 2025, le contrat d'exploitation a été prolongé début février jusqu'en 2027, incluant le forage de 34 puits supplémentaires entre avril 2025 et juin 2026. Bien que l'État colombien détienne 88,5 % d'Ecopetrol, les experts estiment qu'une sortie du contrat ne sera pas aisée pour la compagnie, cotée en bourse. La décision finale reviendra à son conseil d'administration. **À la suite de l'annonce présidentielle, l'action d'Ecopetrol a chuté de 3,2 % à la Bourse de Colombie et de 3,6 % à New York.**

Baisses des productions pétrolière et gazière en 2024 : -0,6 % et -7,6 %.

Les extractions de pétrole brut ont atteint 772 621 b/j, soit une baisse de -0,6 % sur l'année. Il s'agit de la 1^e baisse de la production en trois ans. Pour mémoire, la production

pétrolière atteignait 1 005 837 b/j en 2015 (soit une baisse de 23 %). **La production de gaz est par ailleurs en forte baisse, de -7,6 % sur l'année, à 1 428 millions de pieds cubes par jour en moyenne.**

Crise budgétaire : le Ministre des Finances souhaite une réforme fiscale ambitieuse.

Comme discuté lors de [nos brèves de la semaine dernière](#), le Président Petro a chargé son nouveau Ministre des Finances de préparer une nouvelle réforme fiscale. Pour mémoire, une première réforme fiscale avait été votée fin 2022 pour 5,0 Md\$ (1^e victoire politique de G. Petro). Toutefois, le projet d'une réforme fiscale additionnelle pour 2,9 Md\$ a échoué fin 2024, aggravant la crise budgétaire à l'œuvre et entraînant le passage du budget 2025 via décret et des coupes budgétaires sur le budget pour intégrer l'absence des 2,9 Md\$ additionnels.

Dans ce cadre, le nouveau Ministre des Finances, D. Guevara, a indiqué travailler sur un projet de réforme fiscale ne répondant pas uniquement aux besoins budgétaires de 2025 mais visant à mettre en place des impôts permanents. Il mentionne une réforme portant sur les impôts sur les sociétés et sur le revenu, mais dont le but serait de baisser la charge fiscale portant sur les PME. La nouvelle réforme intégrerait des éléments de la réforme avortée en 2024 et d'autres finalement exclus de la réforme passée en 2022 (notamment l'imposition des églises et la suppression de mécanismes d'incitation fiscale aux plateformes digitales). **L'objectif « plancher » pour la réforme est de 2,9 Md\$ (identique à la réforme manquée en 2024), avec un idéal de 4,8 Md\$,** « chiffre ambitieux mais nécessaire pour garantir la soutenabilité budgétaire à long terme », selon le Ministre.

Concernant les impôts exceptionnels liés à la déclaration de l'état d'urgence dans le Catatambo ([cf. brèves de la semaine dernière](#)), le Ministre a confirmé l'objectif du Gouvernement d'étendre les mesures fiscales au-delà de la durée de l'état d'urgence (90 jours) : les mesures dureraient jusqu'à la fin de l'année 2025, pour une collecte de plus de 700 M\$.

Renault : 2^e concessionnaire automobile de Colombie en 2024 et 1^e en janvier 2025.

En 2024, Renault a été le 2^e concessionnaire de Colombie, avec 11,9 % des ventes, talonnant le 1^e – Kia – avec 12,0 % des ventes. 2024 a été une année de récupération pour le secteur, avec +7,9 % de croissance des ventes (200 953 véhicules neufs vendus sur l'année). Deux véhicules Renault – le Duster (3^e) et la Logan (4^e) étaient dans les cinq véhicules les plus vendus de Colombie sur l'année. **Renault prend la 1^{re} place en janvier: ses ventes augmentent de +15,5 % en g.a. sur le mois.** Quatre modèles Renault sont par ailleurs dans le top 10 des ventes.

Equateur

L'Equateur a annoncé la conclusion des négociations d'un accord commercial avec le Canada.

La signature devrait avoir lieu au deuxième semestre de l'année 2026. Cet accord, prévoit une baisse progressive à un horizon de quatre ans des droits de douane pour des produits équatoriens tels que des **fleurs, le thon et des fruits tropicaux qui actuellement subissent des taxes de l'ordre de 10,5 %**. Les exportations équatoriennes vers le Canada ont représenté 269 MUSD en 2023 et les importations équatoriennes en provenance du Canada ont représenté 563 MUSD cette même année. **Le traité ne prévoit pas de chapitre pour les investissements.**

L'indice de risque pays poursuit sa baisse et s'établit à 978 pdb.

L'indicateur EMBI de risque pays équatorien a atteint son niveau le plus faible depuis juin 2022 (807 pdb), s'établissant à 978 pdb, après un pic historique de 2141 pdb en décembre 2023. Cette tendance à la baisse a démarré en janvier 2024 lorsque le gouvernement avait fait passer la réforme fiscale à l'Assemblée Nationale, ayant permis la mise en place d'un nouvel accord avec le FMI. Cette baisse s'est accentuée au moment du rachat de dette souveraine et d'émission de « bons verts » en faveur de l'Amazonie en décembre 2024.

Cette baisse tendancielle est intervenue malgré la crise énergétique qu'a connue le pays au dernier trimestre de l'année 2024.

Guyana

Le gouvernement du Guyana doit décider s'il engage un arbitrage concernant le différend financier l'opposant au consortium étatsunien dans le cadre du projet Gas-to-Energy.

Le gouvernement du Guyana dispose de 28 jours pour **décider s'il engage un arbitrage concernant un différend financier avec le consortium étatsunien Lindsayca/CH4**. Le consortium, chargé de construire une centrale électrique de 300 MW et une usine de gaz naturel liquéfié dans le cadre du projet **Gas-to-Energy**, accuse un retard de trois mois. Bien que le gouvernement du Guyana ait accordé une prolongation, l'entreprise a jugé ce délai insuffisant et réclame 50 M\$ en compensation pour les coûts engendrés. Face au refus du gouvernement, **le consortium a activé un mécanisme de règlement des différends**. L'administration guyanienne, en concertation avec ExxonMobil et ses conseillers, doit désormais trancher sur la suite à donner, tout en maintenant son **objectif d'achèvement rapide du projet pour réduire le coût de l'électricité et renforcer la compétitivité économique du pays**.

Pérou

Les banques péruviennes enregistrent des bénéfices de plus de 2,8 Md\$ en 2024.

Selon les données de L'Agence de Régulation et de Supervision du Système Financier (SBS), le système bancaire péruvien a terminé l'année 2024 avec une performance exceptionnelle, atteignant des **bénéfices historiques de 2,77 Md\$, soit une augmentation de 11,9 % par rapport à 2023**. Le rapport de la SBS précise que les revenus financiers ont augmenté de +3,3 %, tandis que les revenus des services financiers ont

augmenté de +7,1%. D'autre part, les frais financiers ont diminué de -4,1%, ce qui a contribué de manière significative à l'amélioration de l'efficacité financière du secteur. La SBS ajoute que **les changements dans la politique de taux d'intérêt de la Banque centrale (BCRP) ont eu un impact favorable pour le secteur grâce la baisse du taux d'intérêt de référence à 4,75 %**. Un autre indicateur positif pour le système financier péruvien a été la **baisse du ratio de créances douteuses, qui a clôturé l'année à 3,8 %, soit une réduction de 0,6 point par rapport à 2023**. Selon le SBS, cette amélioration pourrait être liée à une reprise de l'économie des ménages et des entreprises, ainsi qu'à la mise en œuvre de politiques de gestion des risques par les banques.

José Salardi est nommé nouveau Ministre de l'Économie et des Finances

La présidente Dina Boluarte a officiellement assermenté José Salardi à la tête du ministère de l'économie et des finances (MEF), en remplacement de José Arista. Avant sa récente nomination, **Jose Salardi était directeur exécutif de l'Agence de Promotion des Investissements Privés (ProInversión) depuis décembre 2022**. José Salardi a également occupé divers postes dans l'administration publique péruvienne au ministère de la Production (PRODUCE), au ministère du Logement, de la Construction et de l'Assainissement (MVCS), ainsi qu'au ministère des Transports (MTC). Selon les observateurs économiques, le nouveau ministre est appelé à aborder des problématiques délaissées par l'administration précédente, telles que la gestion du déficit budgétaire (3,6% du PIB en 2024 alors qu'après redéfinition, la règle budgétaire fixait la limite à 2,8%), et le redressement de l'investissement privé.

Suriname

Un nouveau programme FMI serait nécessaire après l'achèvement de celui prenant fin en mars, selon la SEOB.

La SEOB est la Commission de Supervision Économique du Suriname. Il s'agit d'un organe

consultatif et de surveillance indépendant, créé à l'initiative du secteur privé. Son rôle est d'accompagner et de conseiller l'État dans la mise en œuvre du programme du FMI et du plan de relance économique. **Selon elle, en janvier 2025, 62,6 % du programme actuel du FMI était complété, mais certaines mesures ne seront pas mises en œuvre avant son expiration en mars prochaine. Ainsi, elle estime qu'un nouveau programme est indispensable pour consolider les réformes,** renforcer les institutions et garantir une gestion budgétaire durable, sans nouvelles mesures directes pour les ménages. Bien que le programme actuel ait favorisé la reprise économique, **des défis subsisteraient, notamment la vulnérabilité du taux de change et la nécessité de réduire progressivement les subventions** aux services publics avec transparence et accompagnement social.

Staatsolie lance une levée de fonds pour financer sa participation au projet Granmorgu

La compagnie pétrolière nationale du Suriname, Staatsolie, a lancé **une émission obligataire visant à lever au moins 250 M\$ et 50 M€ pour financer sa participation de jusqu'à 20 % dans le projet pétrolier offshore Granmorgu**, situé dans le bloc 58. Avec un investissement total estimé à 2,4 Md\$, Staatsolie prévoit de compléter son financement par des prêts bancaires et des investisseurs institutionnels. La levée de fonds, accessible dès 100 USD ou EUR, offre un rendement de 7,75 % pour les obligations en USD et 7,25 % en EUR. Les titres seront cotés et négociables sur les bourses DCSX (*Dutch Caribbean Securities Exchange*, une bourse de valeurs mobilières située à Curaçao) et SSX (*Suriname Stock Exchange*, la bourse des valeurs mobilières du Suriname).

Pour mémoire, TotalEnergies a annoncé la *Final Investment Decision* (FDI) d'un total de 10,5 Md\$ début octobre dernier pour le projet offshore « GranMordu » et opéré par TotalEnergies (opérateur à 50%) en collaboration avec APA Corporation (USA, 50%). Le projet représente un investissement de plus de 2,8 fois le PIB du pays en 2023, pour des réserves récupérables de 750 millions de

barils et une production attendue à un pic de 220 000 b/j. ([Cf. zoom des brèves du 3 octobre 2024](#))

Venezuela

Inflation : une accélération malgré l'absence de chiffres officiels

Aucune donnée officielle sur l'inflation n'a été publiée depuis octobre 2024, **mais des estimations de centres d'études privés montrent une hausse significative des prix. Selon Ecoanalítica, l'inflation a atteint 61,5 % en bolivars et 12 % en dollars.** L'Observatoire vénézuélien des finances (OVF) l'évalue à 85 % en bolivars, tandis que Cedice l'estime à 73,3 % en bolivars et 19,3 % en dollars.

Malgré ces disparités, l'inflation annuelle de 2024, estimée à 48 % par Nicolás Maduro, est la plus basse en une décennie et marque la première année à deux chiffres depuis 2013, après l'hyperinflation de 2017-2021.

Bons du Trésor vénézuéliens : hausse sur les marchés secondaires après une rencontre avec un envoyé de D. Trump

Selon Bloomberg, les obligations vénézuéliennes ont atteint leur plus haut niveau en six mois après une rencontre entre Richard Grenell, envoyé du président Trump, et Nicolás Maduro. Pour mémoire, le Venezuela a fait défaut sur sa dette publique en 2017. **Les titres arrivant à échéance en 2027 ont dépassé 20 cents par dollar. Cette hausse reflète l'optimisme (tout relatif toutefois) des investisseurs quant à un possible assouplissement de la position étatsunienne vis-à-vis du Venezuela.**

Pétrole : les exportations vénézuéliennes en hausse de 15 % en janvier

Selon Reuters, **le Venezuela a exporté 867 000 barils par jour (bpj) en janvier 2025**, d'après les données de LSEG et les registres de PDVSA. **Chevron a expédié 294 000 bpj vers les États-Unis, la Chine a reçu 442 000 bpj**, l'Europe 63 000 bpj, l'Inde 60 100 bpj et Cuba 10 000 bpj de carburant. Le pays a également exporté 360 000 tonnes de sous-produits

pétroliers et importé 111 000 bpj de naphta lourd et autres carburants.

Commerce bilatéral : Hors pétrole, la Chine exporte pour 2,7 Md\$ au Venezuela

Le commerce bilatéral entre la Chine et le Venezuela a atteint 3 Md\$ en 2024, hors secteur pétrolier, selon Angel Freytez, directeur de la Chambre de commerce et industrie Chine-Venezuela. La Chine a exporté 2,7 Md\$ de biens, tandis que **le Venezuela a exporté pour seulement 300 000 \$, principalement des crevettes**, du crabe, du cacao, du café et des avocats.

Industrie textile : production locale en crise face aux importations

Le secteur textile vénézuélien serait en déclin, selon Marcos Zarikian, président de l'Association textile vénézuélienne (ATV). **De 27 grandes entreprises manufacturières dans les années 1990, il n'en reste plus que deux, fonctionnant à 44 % de leur capacité.** Roberto Rimeris, président de la Chambre de l'industrie du vêtement (Cavediv), rappelle qu'en 1980, 1800 entreprises employaient 120 000 travailleurs, contre seulement 180 très petites entreprises aujourd'hui. L'inflation élevée, un taux de change surévalué favorisant les importations chinoises et des exonérations fiscales expliquent cette situation.

Movistar investira 500 M\$ pour développer la 4G et la 5G.

José Luis Rodríguez, président de Movistar Venezuela, a annoncé un investissement de 500 M\$ sur deux ans pour améliorer la couverture 4G et 5G. **Movistar, filiale de Telefónica, détient 42 % du marché de la téléphonie mobile au Venezuela, avec 8,8 millions d'abonnés.**

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants* (Md USD)	Croissance du PIB (en % du PIB)		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2024 p	2024 p	2023	2024 p.	2024 p.	2024 p.	2022	Variation par rapport à 2021	Variation en fin de période, 2024 p.
Bolivie	12,3	48,2	3,1	1,6	-5,4	93,9	120	-2	6
Colombie	52,7	417,2	0,6	1,6	-2,5	55,8	91	-3	5,7
Equateur	18,0	121,4	2,3	0,3	2,8	56,5	83	+12	2,8
Guyana	0,8	23	33	43,9	36,9	25,5	95	+13	3,5
Pérou	34,1	283,3	-0,55	3,0	0,3	34,2	87	-3	2,4
Suriname	0,65	4,9	2,1	2,9	1,8	85,7	124	-25	12,7
Venezuela	26,5	106,3	4,0	3,0	2,2	n.a.	119	+1	60,0
Argentine	47,2	604,4	-1,6	-3,5	0,6	91,5	48	-1	139,7
Brésil	212,5	2 188,4	2,9	3	-1,7	87,6	89	-2	4,3
Chili	20,1	328,7	2,4	0,2	-2,3	41	44	-2	4,5
Mexique	132,27	1 848,1	3,2	1,4	4,1	57,7	77	+9	4,5

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, sebastien.andrieux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Andrés BRAGANZA, Ursula ELEIZALDE, Diego MAGUINA, Jacques ROBIN.

[Abonnez-vous en cliquant sur ce lien](#)